



# Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

**46<sup>e</sup>** séance plénière

Mercredi 12 novembre 2008, à 10 heures  
New York

*Président* : M. d'Escoto Brockmann ..... (Nicaragua)

*La séance est ouverte à 10 h 20.*

## Point 45 de l'ordre du jour

### Culture de paix

**Rapport du Secrétaire général** (A/63/262)

**Note du Secrétaire général** (A/63/127)

**Projets de résolution** (A/63/L.23 et  
A/63/L.24/Rev.1)

**Le Président** (*parle en anglais*) : Notre monde traverse une période extrêmement difficile, la pire depuis la création de l'ONU. En fait, il n'est pas exagéré de dire que l'avenir de l'humanité dépend de la capacité et de la volonté que nous manifesterons de tirer parti des possibilités et des enseignements offerts par les multiples crises interdépendantes d'aujourd'hui. Nous vivons une époque de nombreuses faillites, mais la pire d'entre elles est la faillite morale des sociétés qui se sont proclamées les « sociétés les plus développées » de l'humanité, laquelle se propage dans le monde entier. Ce n'est pas seulement Wall Street qu'il faut sauver. C'est l'humanité toute entière qu'il faut sauver de l'insensibilité sociale qui la ronge. À partir d'aujourd'hui, la solidarité doit guider et régir toutes les activités humaines. En d'autres termes, il nous faut octroyer à la morale et l'éthique la place centrale qu'elles doivent occuper dans nos vies.

Nous savons par les données scientifiques que la capacité d'entretenir la vie que possède la Terre est en

voie de destruction accélérée et que l'espèce humaine pourrait bien disparaître de la surface de la terre. Ces deux évolutions ont leur origine dans les comportements irresponsables des hommes, dans la cupidité illimitée et le consumérisme irrationnel qui caractérisent nos sociétés développées. Deux solutions s'offrent à nous : ou bien nous permettons à ces valeurs de dominer nos sociétés, ou bien nous prenons les mesures nécessaires pour que la solidarité et la responsabilité sociale s'imposent comme principes directeurs de l'activité humaine, y compris dans les sphères économique et politique.

Dans la déclaration liminaire que j'ai prononcée à la première séance plénière il y a deux mois, j'ai attribué cette situation critique dans laquelle se trouve notre monde à ce que j'ai qualifié d'égoïsme insensé et suicidaire. Mais j'ai également dit que cette crise pouvait et devait être l'occasion de prendre les mesures courageuses qui sont nécessaires pour instaurer de nouveaux niveaux de coopération entre les êtres humains et entre les humains et la nature, et garantir par là même un monde meilleur aux générations actuelles et futures.

L'une des questions les plus brûlantes à laquelle nous nous heurtons aujourd'hui est cette réalité honteuse : malgré le fait que nous disposons des connaissances et des ressources financières et technologiques pour l'empêcher, la moitié de la population humaine subsiste à des niveaux de faim, de malnutrition et de pauvreté qui sont totalement

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



incompatibles avec la dignité humaine et les droits de l'homme. Cette situation n'est pas seulement honteuse, elle relève aussi – pour utiliser une terminologie religieuse – du domaine du péché.

Nous sommes tous conscients de cette réalité honteuse. Nous savons également que nous avons les moyens de changer les choses. Mais ce qui nous manque, de toute évidence, c'est la volonté politique de passer de la reconnaissance rhétorique de cette réalité à une action concrète, durable et coordonnée aux niveaux local et mondial. Je vais donc, si vous le voulez bien, proposer certaines solutions pour traduire nos valeurs en actions concrètes.

Il faut une grande force morale et spirituelle pour prendre les mesures qui s'imposent. Et c'est précisément la raison pour laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui : pour conjuguer nos forces, en tant que croyants et/ou personnes de profondes convictions éthiques, pour puiser dans nos vastes réserves de force morale et nous arracher à notre indifférence face au sort des autres. L'ONU, à juste titre, a élaboré un programme de travail complexe pour faire de notre monde un monde meilleur. Mais les progrès sont trop lents. Le temps nous manque et il semble que nous n'avons pas l'énergie et la conviction nécessaires pour en accélérer le rythme. Nous ne devons pas hésiter à faire appel à la force morale que recèlent nos valeurs religieuses et nos convictions éthiques pour relever les défis actuels.

Avant d'aller plus loin, je voudrais dire que c'est pour moi un privilège de présider aujourd'hui la présente séance, dont l'objectif est de puiser dans nos valeurs fondées sur la foi et des convictions éthiques fermement ancrées pour trouver des solutions aux questions les plus brûlantes de notre époque, qui sont reflétées dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Je manquerais à mes devoirs si je ne faisais pas part de ma profonde reconnaissance à l'égard de notre frère, le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud de l'Arabie saoudite, Gardien des deux saintes mosquées, qui nous a rappelé qu'il était nécessaire d'organiser cette séance. Actuellement, dans l'odyssée de l'expérience humaine, il n'est rien de plus important que de placer nos valeurs religieuses et nos convictions éthiques au cœur des efforts que nous déployons pour remédier aux crises convergentes que nous affrontons aujourd'hui à l'échelle mondiale.

Pour que cette session de deux jours de l'Assemblée générale obtienne les résultats escomptés,

nous devons dire clairement que nous ne sommes pas réunis ici aujourd'hui pour parler de religion ou de théologie. Cette tribune ne serait pas la plus appropriée pour ce type de discours. Nous sommes ici aujourd'hui pour nous engager à mettre nos réserves de force morale au service des objectifs de l'ONU.

Une activité similaire, entreprise il y a 63 ans, a donné naissance à l'une des réalisations les plus glorieuses de l'humanité : la Déclaration universelle des droits de l'homme. Face aux nombreux problèmes qui accablent l'humanité, il est actuellement plus que jamais nécessaire de mobiliser ces mêmes valeurs éthiques et morales pour traduire les déclarations en des actions qui répondent efficacement aux nombreux problèmes de notre temps. Prononcer des déclarations est une bonne chose, mais il est temps de passer à l'action, de montrer que nous croyons en nos déclarations. Nous savons que seules des décisions et des actions héroïques peuvent nous réveiller du coma moral dans lequel avons sombré.

Même si la responsabilité sociale est un des préceptes fondamentaux de toutes les religions et de toutes les traditions éthiques et philosophiques, nous nous sommes laissés contaminer par l'égoïsme et d'individualisme, valeurs principales, ou plutôt contre-valeurs, de la culture dominante au niveau international.

Cette culture affirme que l'éthique et la morale n'ont pas de place dans l'activité économique et politique. Elle prétend que les affaires sont les affaires et que les concepts de justice et d'équité n'y ont pas de place. Les principes de justice, de miséricorde et de compassion ne s'appliquent pas aux activités économiques, dit-on, et sont considérés comme dénués de toute pertinence. La cupidité sans bornes et l'irresponsabilité sociale sont ainsi devenues le moteur de la culture dominante. Tout cela a fait de nous de véritables invalides moraux. C'est la raison pour laquelle les nations riches n'ont même pas été capables de mobiliser la volonté politique nécessaire pour s'acquitter de l'engagement minimal, à savoir fournir 0,7 % de leur produit intérieur brut pour aider à éliminer la faim et la pauvreté dans le monde.

Pour cesser de polluer l'environnement, cesser de nous conduire en prédateurs irresponsables de la nature, ce que nous sommes devenus, et pour aimer tous nos frères et sœurs sans exception et sans exclusion, nous devons de toute urgence revenir aux

valeurs fondées sur notre foi et sur nos traditions éthiques et philosophiques.

Nous avons ouvertement refusé notre mission d'agir en tant que gérants de la création pour nous en déclarer arrogamment les propriétaires, nous arroyant le droit de gaspiller et d'abuser des merveilles de la nature. De plus, en nous montrant aussi infidèles à nos valeurs et nos principes les plus sacrés, nous avons mis en danger non seulement la survie de notre propre espèce, mais également la capacité même de la Terre à entretenir la vie.

Malgré toutes nos difficultés actuelles, notre Terre a la chance d'avoir bénéficié de la présence d'une armée éminente de prophètes spirituels, de saints et de sages, qui ont offert leurs valeurs à la société humaine au fil des millénaires. Cette sagesse divine, ou ces valeurs fondées sur la foi, sont incarnées dans des textes tels que la Torah, la Bible, le Coran et les Védas, dans les nobles enseignements de Bouddha, de Lao Tseu et de Confucius et dans les croyances et les valeurs extraordinaires des peuples indigènes de tous les continents de notre Terre. Les grandes valeurs spirituelles embrassées dans ces enseignements peuvent être considérées comme constituant le capital spirituel de l'humanité. Nous nous sommes rassemblés aujourd'hui pour reconnaître ces valeurs et pour nous engager à nouveau à les respecter.

S'ils n'intègrent pas ce capital spirituel, même les programmes les mieux planifiés pour éliminer la faim et la pauvreté dans le monde et pour instaurer la paix sur la Terre n'aboutiront pas. Nous avons besoin de la force intérieure, c'est-à-dire de l'énergie et de l'inspiration morales que peuvent nous apporter nos valeurs éthiques, pour surmonter notre égoïsme et notre individualisme.

Nous disposons de ce puissant capital spirituel. Malheureusement, nous avons choisi de le mettre de côté et nous avons opté pour le culte du veau d'or, et nous commençons maintenant à subir les conséquences de cette infidélité à nos croyances et à nos convictions les plus profondes.

Cependant, nous avons la possibilité d'intégrer ces valeurs dans les travaux de l'ONU, qui peut instiller en nous la force morale et la conviction qu'il nous faut agir de manière à faire aboutir nos efforts pour éliminer la pauvreté, garantir une réelle sécurité humaine pour tous, nous acquitter avec sérieux de nos engagements envers les droits de l'homme et devenir des gérants fidèles de notre planète menacée.

Pour citer un exemple, la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, qui doit avoir lieu prochainement à Doha, sera nourrie par des références à l'amélioration de la vie humaine et aux idéaux de justice, de paix, de progrès, de liberté, de coopération, de solidarité, de tolérance et de traitement préférentiel envers les pauvres et les vulnérables. Bien entendu, ce sont des principes que toutes les croyances et systèmes éthiques humanistes partagent pleinement.

Je voudrais encourager les délégations à tirer parti de cette conférence importante pour joindre en harmonie avec les valeurs qui ont inspiré notre Déclaration universelle des droits de l'homme, et à travailler ensemble pour faire des progrès sensibles dans la recherche de solutions aux questions les plus pressantes de l'ordre du jour de la Conférence de Doha. La Conférence nous offre la possibilité de traduire ces valeurs en action.

Dans la partie de l'ordre du jour concernant la mobilisation des ressources nationales, le document final en cours de négociation commence par rappeler la nécessité pour les êtres humains d'être à la fois les principaux bénéficiaires des efforts de développement, et des participants actifs à ces efforts. Il fait aussi référence à la nécessité de concevoir des politiques appropriées dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la protection sociale, qui soient destinées aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables de la population, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

L'ordre du jour souligne l'objectif d'un travail décent pour tous et l'importance de fonder des secteurs financiers et des structures de microfinancement ouvertes à la participation. Il indique aussi l'importance de renforcer la coopération internationale en matière fiscale, car il a été établi que des milliards de dollars qui pourraient être utilisés pour le développement sont perdus chaque année, à cause des individus et des sociétés qui ne s'acquittent pas de leurs impôts. Je pense que nous sommes tous d'accord sur le fait que les citoyens ont le devoir social et légal de contribuer au bien commun.

De même, le document de Doha appelle à des efforts plus soutenus pour lutter contre la corruption, un fléau qui mine les sociétés du Nord comme du Sud, et pour promouvoir le respect de l'état de droit, les

droits de l'homme, la démocratie participative et la bonne gouvernance.

La section qui traite des flux de capitaux internationaux privés rappelle aux sociétés qui investissent dans les pays en développement leur devoir de faire preuve de responsabilité sociale et d'avoir une attitude non prédatrice, devoir qu'elles prennent parfois au sérieux dans le Nord, mais pas dans le Sud. De même, dans la section qui traite du commerce international, tous les pays sont mis face à leur engagement de faire du cycle actuel des négociations commerciales multilatérales un cycle axé en particulier sur les besoins des pays pauvres.

Dans la section qui traite de l'aide publique internationale au développement, il est instamment demandé aux pays donateurs de respecter l'engagement régulièrement réaffirmé d'affecter au minimum 0,7 % de leur produit intérieur brut à la coopération en faveur des pays un développement, un objectif encore loin d'être atteint. Cela devrait être considéré comme un autre devoir moral essentiel de justice sociale, en d'autres termes, comme une manière pour l'humanité dans son ensemble de pouvoir contribuer au bien commun. Les pays ayant fixé des objectifs à cette fin devraient se presser davantage de les atteindre et ceux qui n'en ont pas fixé devraient le faire. Des appels sont également lancés dans le but d'explorer plus avant diverses sources novatrices de financement qui pourraient être très utiles pour nous rapprocher de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, pour respecter les engagements relatifs aux besoins de développement de l'Afrique et pour adopter des mesures permettant de relever des défis tels que le changement climatique et la pénurie alimentaire et énergétique.

Dans la section qui traite de la dette extérieure, nous trouvons une proposition visant à identifier des solutions plus équitables et efficaces à ce problème angoissant, qui menace de détruire les perspectives de croissance et de développement de tant de pays du Sud. Les solutions mises en place se sont avérées, jusqu'à présent, insuffisantes et sélectives. Par exemple, elles ne s'adressent qu'aux pays à très faible revenu par habitant et n'incluent pas, à tort, les pays dits à revenu intermédiaire, où vivent en réalité la plupart des pauvres du monde.

Enfin, dans la section du document de Doha traitant de ce que l'on appelle les questions systémiques, un appel est lancé à procéder à un examen

approfondi et à une refonte des structures et des institutions financières internationales qui, de toute évidence, ne sont pas équipées pour faire face aux réalités, aux problèmes et aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Qui plus est, elles n'incluent pas de façon adéquate les pays en développement dans la gouvernance économique mondiale et dans les processus décisionnels.

Cet appel est l'expression d'un concept fondamental de justice, de solidarité et de démocratie représentative qui doit être appliqué au niveau international, exactement comme il est défendu passionnément au niveau national. La crise financière actuelle est désormais devenue une des questions essentielles à examiner à la conférence de Doha. C'est la raison pour laquelle elle ne doit pas échapper à notre attention et nous devons mettre en place une réponse collective ferme en tant qu'individus habités par la foi et comme témoignage de notre amour de Dieu et de nos voisins. La solidarité doit être l'étoile qui nous guide tous vers la paix que nous devons chercher à atteindre de toutes nos forces.

Que Dieu miséricordieux et clément, que Dieu qui nous aime illumine nos esprits dans nos délibérations et donne à nos cœurs la force nécessaire pour qu'en tant qu'individus habités par la foi et/ou par de profondes convictions éthiques et philosophiques, nous saisissons l'occasion qui nous est présentée et puissions prendre les mesures courageuses et héroïques nécessaires pour nous préserver des graves conséquences des crises qui nous menacent tous, riches et pauvres, du Nord et du Sud, même si, comme c'est toujours le cas, ce sont toujours nos frères et sœurs dépossédés qui doivent faire face aux plus graves menaces de par le monde.

*(l'orateur poursuit en espagnol)*

Je donne maintenant la parole à S. E. le Secrétaire général Ban Ki-moon.

**Le Secrétaire général** (*parle en anglais*) : Merci, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion de haut niveau pour engager un dialogue interconfessionnel. À S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, Serviteur des deux saintes mosquées, je dis *assalaamou aleikoum*. Je remercie tous les participants d'être venus pour cette réunion de haut niveau. Leur présence témoigne de l'importance et du caractère urgent de ce dialogue dans le monde d'aujourd'hui. L'Arabie saoudite a pris une initiative véritablement exemplaire pour l'harmonie mondiale et la compréhension mutuelle. Je remercie le Serviteur

des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, de son rôle dynamique pour rendre cette rencontre possible.

Nous vivons dans un village mondial merveilleusement divers. La mondialisation peut être une grande force de progrès mais, alors que les économies fusionnent, alors que les frontières culturelles disparaissent et alors que de nouveaux médias rapprochent plus que jamais nos sociétés, de nouveaux clivages peuvent voir le jour. En effet, nous sommes les témoins de certains phénomènes troublants. Les conflits entre les communautés s'intensifient. Les idéologies extrémistes progressent. Les sociétés sont plus polarisées. L'antisémitisme demeure un fléau. L'islamophobie est un nouveau terme pour désigner une forme ancienne et terrible de préjugé. D'autres formes de discrimination fondées sur une croyance religieuse et de racisme font preuve d'une constance consternante. Parfois, il semble qu'aucun des terribles enseignements de l'histoire n'a été appris. Un des grands défis de notre époque doit désormais être de s'assurer que notre riche diversité culturelle nous donne plus de sécurité, et non moins.

Traditionnellement, la paix implique un équilibre entre les intérêts de différents États, mais nous avons appris qu'une paix durable exige plus qu'un équilibre compétitif. Pour que la paix dure, les individus, les groupes et les nations doivent en venir à se respecter et à se comprendre les uns les autres. Les initiatives interconfessionnelles répondent à ce besoin avec une fréquence et une force toujours plus grandes. Une des initiatives les plus respectées a été la Conférence mondiale sur le dialogue tenue à Madrid en juillet dernier sur l'invitation du Roi Abdullah. Cette réunion historique a réuni les fidèles des religions du monde, d'éminents chercheurs, des intellectuels et d'autres. Les participants ont affirmé leur croyance en l'égalité fondamentale des êtres humains, indépendamment de leur couleur, ethnicité, race, religion ou culture. Ils se sont engagés à agir au sein de leurs propres sphères d'influence pour favoriser le dialogue et la coopération.

Nous nous félicitons, à l'ONU, de la Conférence de Madrid comme d'une contribution majeure à nos propres efforts de longue date pour promouvoir la tolérance et le respect mutuel. Ce travail découle de notre Charte fondatrice, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont on fêtera le sixième anniversaire le mois prochain, et d'autres instruments novateurs des droits de l'homme.

Ce travail se concrétise sous la forme d'initiatives telles que l'Alliance des civilisations des Nations Unies, qui a été créée à l'initiative des Gouvernements espagnol et turc. Au cours des deux dernières années, l'Alliance a appuyé des projets d'associations communautaires de la société civile qui cherchent à résorber les différences culturelles en s'attaquant aux stéréotypes profondément ancrés et à la polarisation des communautés. Ces projets consistaient à exposer les jeunes à d'autres cultures et à rencontrer des experts fournissant opinions et conseils sur des questions qui courent le risque d'enflammer les conflits identitaires. L'Alliance a également mis en place un Groupe d'amis et compte poursuivre plus avant son travail lors du prochain forum, qui sera accueilli par la Turquie en avril prochain.

De nombreux autres États Membres ont proposé des initiatives : l'Iran, le Kazakhstan, le Pakistan, les Philippines, la Russie et d'autres. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est efforcée de promouvoir la compréhension interculturelle depuis sa création. Le Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix aide les gouvernements, la société civile et les organismes des Nations Unies à échanger des idées. Ces efforts se complètent l'un l'autre et font avancer la cause. Ils montrent qu'il n'y a pas de coin reculé du monde qui ne puisse bénéficier d'une approche active et ciblée sur la promotion de contacts interculturels et sur l'éducation. L'appel au dialogue touche une corde sensible.

Mais nous ne pouvons pas nous satisfaire de déclarations d'intention et de valeurs communes, aussi importantes soient-elles. Nous avons besoin d'un dialogue qui donne des résultats. Nous avons besoin de nouveaux partenariats qui continueront après que le dernier représentant est rentré chez lui. Pour que cela fonctionne, nous devons faire participer tout le monde : les agents de l'État, les groupes locaux, les administrateurs, les philanthropes, les universitaires et les médias. Nous avons plus particulièrement besoin des jeunes du monde entier. Du fait de leur jeunesse, les préjugés ne sont probablement pas si ancrés en eux et, en un sens, ils ont peut-être moins à désapprendre. Ils sont bien placés pour aborder l'inconnu – des peuples, des coutumes et des idées – avec un esprit ouvert.

Vivre ensemble dans la paix s'est avéré tragiquement difficile. Nous devons nous efforcer davantage de donner vie à nos valeurs communes.

Grâce à une direction éclairée, nous pouvons nous montrer à la hauteur de nos traditions et faire en sorte que chacun jouisse de la dignité humaine. Alors que nous allons de l'avant, soyons guidés par les paroles de ce grand fonctionnaire international, Ralph Bunche. C'était en 1949. Il était au cœur des efforts de paix pour lesquels on lui a attribué le prix Nobel de la paix. À un moment particulièrement éprouvant, il a dit ce qui suit :

« J'ai un préjugé profondément ancré contre la haine et l'intolérance. J'ai un préjugé contre le racisme et la bigoterie religieuse. J'ai un préjugé contre la guerre et pour la paix. J'ai un préjugé qui m'amène à croire en la bonté fondamentale de l'homme, ce qui m'amène à croire qu'il n'y a pas de problèmes de relations humaines qui soient insolubles. »

C'est le seul préjugé que nous pouvons tolérer.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée sur quelques questions d'organisation concernant la conduite de la séance.

Je souhaite tout d'abord appeler l'attention des membres sur des questions relatives à la longueur des déclarations. Afin de pouvoir entendre tous les orateurs inscrits sur la liste, je prie les orateurs de bien vouloir limiter leur déclaration à 15 minutes, étant entendu que cela ne les empêche pas de distribuer le texte d'une version plus longue. Je sollicite la coopération des orateurs à cet égard. Compte tenu des délais, je prie également les orateurs de prononcer leur déclaration à un rythme normal afin que l'interprétation puisse être convenablement assurée.

Afin d'aider les orateurs, un témoin lumineux a été installé sur le pupitre. Il fonctionne comme suit : une lumière verte s'allumera au début de la déclaration; une lumière orange s'allumera 30 secondes avant la fin des 15 minutes; et une lumière rouge s'allumera à la fin des 15 minutes. Par ailleurs, afin de ne pas gêner les orateurs, je demanderais aux participants de rester à leur place après qu'une déclaration a été prononcée.

**Allocution du Serviteur des deux saintes mosquées,  
S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud  
du Royaume d'Arabie saoudite**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Chef d'État de l'Arabie saoudite et Serviteur des deux saintes mosquées.

*S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite, Serviteur des deux saintes mosquées est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite, Serviteur des deux saintes mosquées, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Roi Abdullah** (*parle en arabe*) : Devant cette assemblée de dirigeants du monde et de ses représentants, depuis la tribune de l'Assemblée générale, conscience des Nations Unies, et sous le regard du monde entier, nous disons aujourd'hui et d'une seule voix, que les religions créées par Dieu le tout puissant pour apporter le bonheur aux êtres humains, ne doivent pas être transformées en causes de malheur. Dans la Création, tous les hommes sont égaux et partenaires sur cette planète; ils peuvent soit vivre ensemble dans la paix et l'harmonie, soit périr par les feux de la mésestente, le ressentiment et la haine.

Au cours de l'histoire, les différends entre les religions et les cultures ont conduit au fanatisme et à la bigoterie et déclenché des guerres destructrices et l'effusion de sang sans justification aucune, et au-delà de toute logique. Le moment est venu aujourd'hui de tirer les leçons de ce triste passé, et de nous rassembler autour de la morale et des valeurs suprêmes auxquelles nous croyons tous. Nos désaccords seront tranchés dans l'au-delà et le jour du jugement dernier. Toutes les tragédies que vit le monde d'aujourd'hui sont, en fin de compte, le résultat du renoncement à l'une des nobles valeurs à laquelle ont appelé toutes les religions et les cultures, à savoir le principe éternel de justice.

Le terrorisme et la criminalité sont les ennemis de Dieu, de toute religion et de toute civilisation. Ils sont le fruit de l'intolérance. L'aliénation et le sentiment de désarroi qui affectent de nombreux jeunes gens les ont conduits au crime, à la consommation de drogue et a conduit à l'effritement grandissant des liens familiaux que le Dieu Tout-Puissant a voulu forts et indéfectibles. Notre dialogue fraternel, mené de manière civilisée, redonnera vie aux valeurs nobles de l'humanité et

permettra de les consolider parmi les peuples et les nations. Il ne fait aucun doute que cela constituera une victoire du Bien qu'il y a dans l'Homme sur le Mal, et apportera à l'humanité l'espoir d'un avenir juste et sûr où la vie dans la dignité l'emporte sur l'injustice, la peur et la pauvreté.

Je remercie S. E. le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette rencontre. Je remercie également les dirigeants de ce monde qui sont venus des quatre coins de la planète. Je suis fier de leur amitié et de leur participation. À cette occasion, j'appelle ceux qui ont participé au dialogue de Madrid à former un comité de suivi qui aura la responsabilité d'organiser la poursuite de cet exercice dans les jours et les années à venir. Je souhaite les assurer, ainsi que tous les États et tous les peuples de ce monde, de l'importance que nous attachons à ce dialogue qui est le fruit des valeurs de l'Islam, de notre religion, et de la compassion qui est la nôtre pour l'humanité afin qu'elle puisse trouver des solutions aux souffrances qu'elle endure. Nous continuerons ce que nous avons commencé à Madrid, et nous tendrons la main à tous ceux qui œuvrent en faveur de l'amitié, la paix, la justice et la tolérance.

Pour terminer, je souhaiterais rappeler cet écrit du Saint Coran :

« Ô hommes! Je vous ai créés d'un mâle et d'une femelle, et j'ai fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous entre-connaissiez. Oui, le plus noble d'entre vous, auprès de Dieu, est le plus pieux. » (*Le Saint Coran, XLIX:13*)

Que la paix, la clémence, et la bénédiction de Dieu soient sur vous.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*Le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite, Serviteur des deux saintes mosquées, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E.

M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines.

*M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Arroyo** (*parle en anglais*) : Merci, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale.

Je félicite S. M. le Serviteur des deux saintes mosquées d'avoir attiré notre attention sur la Conférence mondiale sur le dialogue tenue à Madrid en juillet dernier. Lors de cette conférence, LL. MM. le Roi d'Arabie saoudite et le Roi d'Espagne ont réunis des juifs, des musulmans, des chrétiens, des hindous, des bouddhistes et des représentants d'autres religions dans l'espoir de promouvoir la compréhension et la tolérance entre les disciples des différentes religions du monde. C'est également l'espoir de cette réunion ici à New York.

Les Philippines appuient pleinement cette initiative car nous nous intéressons de très près à la promotion de la paix et au renforcement des échanges interconfessionnels. Permettez-moi tout d'abord de présenter le projet de résolution A/63/L.24 intitulé « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix », présenté conjointement par les Philippines et le Pakistan et coparrainé par environ 60 États. Ce projet de résolution est le résultat du consensus issu d'une série de consultations. Au nombre des principales dispositions du projet de résolution, on citera l'affirmation que la compréhension mutuelle et le dialogue entre les religions constituent des volets importants de l'alliance des civilisations et de la culture de paix.

Le projet de résolution encourage la promotion du dialogue entre les médias de toutes les cultures et civilisations. Il souligne que chacun a droit à la liberté d'expression. Il affirme également que l'exercice de ce droit comporte certaines obligations et responsabilités nécessaires au respect des droits ou de la réputation d'autrui ou à la sauvegarde de la sécurité nationale, de

l'ordre public ou de la moralité ou santé publique. Le projet de résolution demande la proclamation d'une décennie des Nations Unies pour le dialogue, l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Je recommande l'adoption du projet de résolution à la fin de notre réunion plénière demain. Cela prouvera une fois de plus notre solidarité dans la promotion du dialogue interconfessionnel qui est une aide puissante pour garantir une paix durable dans le monde.

Ce projet de résolution intéresse plus particulièrement l'ONU sous la direction de S. E. Ban Ki-moon, car, pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, le Secrétaire général a publié un rapport sur les activités interconfessionnelles et interculturelles. De même, l'UNESCO travaille sur le dialogue interconfessionnel.

Malheureusement, l'histoire de la foi a trop souvent été transformée en source de désespoir et de destruction entre les peuples et les nations. Il y a ceux qui veulent provoquer des guerres de religion. Il y a ceux qui utilisent la foi pour diviser plutôt que pour unir les peuples. Ils camouflent leurs sombres desseins en invoquant des préjugés religieux dans l'espoir d'intensifier le choc des civilisations. En cette ère de propagande sur le choc des civilisations, il importe particulièrement de poursuivre des dialogues interconfessionnels plus vastes pour promouvoir la solidarité. Notre défi est de retrouver le vrai sens de notre foi, si nous voulons vraiment apporter paix et prospérité au monde. Nous devons faire de ce défi l'occasion de forger une entente religieuse. Mais nous ne devons pas confondre la tolérance et la compréhension envers d'autres fois et systèmes de croyances avec des chèques en blanc permettant des abus prenant la forme de violence sous le couvert de la religion, ce qui est complètement inacceptable.

Les Philippines sont un ardent défenseur du dialogue interconfessionnel, lequel est une politique officielle de notre gouvernement. C'est aussi une vérité historique parmi nos croyances et nos peuples divers. Notre foi est enracinée dans la vie de notre peuple. C'est la première graine de l'humanité. Elle offre espoir, confiance, courage et engagement pour améliorer le voisinage mondial.

En intégrant l'entente interconfessionnelle à notre politique de développement, celle-ci devient plus efficace pour résoudre les conflits. Notre archipel de plus de 7 000 îles a connu son lot de discordes

religieuses, de tensions ethniques et de violence. Nous avons travaillé pendant des années à instaurer la paix à Mindanao dans le sud des Philippines. Le processus de paix a récemment connu un revers par suite de la violence perpétrée par des éléments renégats sans foi ni loi du Front de libération nationale Moro. Mais le processus de paix nous tient à cœur. Il n'y a pas d'autre solution que la paix. Nous nous efforçons de progresser le plus possible vers la paix dans les paramètres d'un véritable dialogue avec les communautés. Cependant, avant de pouvoir véritablement relancer activement et efficacement le processus de paix, nous devons d'abord rétablir la stabilité et l'ordre sur l'île, et nous assurer que des éléments responsables du Front de libération islamique Moro aient repris le contrôle.

Les dirigeants islamiques peuvent accélérer le dialogue et la réconciliation. Ils sont nos partenaires dans le processus de paix. La division historique entre chrétiens et musulmans dans notre pays se réduit de façon spectaculaire. Cela est dû en grande partie à l'importance que nous avons accordée au dialogue entre les religions, et à la volonté d'accepter la sincérité de ceux dont les croyances diffèrent des nôtres.

Notre conférence des évêques et des oulémas est le cadre du dialogue interconfessionnel. C'est un mouvement regroupant des évêques catholiques et chrétiens et des oulémas musulmans organisé pour promouvoir la compréhension entre les croyances et les religions en faveur de la paix.

Nous voulons tous voir la paix et la prospérité aux Philippines. Avec le dialogue interconfessionnel engagé sous la direction de la Conférence des évêques et des oulémas, avec un engagement global, avec la participation internationale la plus large possible, associant l'ONU, l'Arabie saoudite, le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Libye, la Malaisie et d'autres membres de l'Organisation de la Conférence islamique, mais aussi l'Espagne, la Suède et l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, l'Australie et d'autres partenaires bilatéraux de l'aide publique au développement, avec, enfin, une aide économique au niveau local, nous sommes convaincus que la paix sera réalisable.

Il y a trois ans, nous avons eu l'honneur de présider, ici, à l'ONU, le premier Sommet officieux des dirigeants sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix.

À l'échelon régional, nous sommes coorganisateurs d'une série de dialogues interconfessionnels Asie-Pacifique qui ont commencé en Indonésie en 2004 et se sont poursuivis avec la tenue d'autres dialogues aux Philippines en 2006, en Nouvelle-Zélande en 2007 et au Cambodge en 2008.

Nous nous préparons actuellement à accueillir la Réunion ministérielle spéciale du Mouvement des pays non alignés sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix et le développement, prévue en mai 2009.

Notre participation aujourd'hui à cette initiative sur la culture de paix fait progresser nos relations avec les pays islamiques et du Moyen-Orient. Leur appui à la tenue des dialogues interconfessionnels a été essentiel pour les progrès que nous avons accomplis dans la promotion de la paix dans le sud des Philippines. Tout ce que nous allons faire ensemble ici, aujourd'hui et demain, représente une force tout aussi puissante que des munitions, des chars et des armements pour combattre ceux qui apportent détresse et violence dans les foyers ou aux quatre coins du globe. Nous devons suivre notre foi et avoir foi les uns dans les autres si nous voulons vraiment tirer les pauvres vers le haut, transformer la guerre en paix et éliminer l'intolérance et la haine suscitées par une lecture erronée du message divin.

Nous plaçons toujours de grands espoirs dans le dialogue entre les religions, qui est un moyen de jeter des ponts et d'éliminer les barrières entre les communautés de cultures et d'ethnies différentes. Nous sommes ici aujourd'hui unis par notre foi, et nous sommes déterminés à franchir le fossé qui nous divise inutilement, que nous soyons séparés par une rue, une rivière, un océan ou un continent. Nous pouvons et devons combler la division par l'alliance des civilisations qui nous permettra d'avancer vers le bien commun de l'humanité.

Souscrivons au pouvoir du dialogue, ici, aujourd'hui, et demain au service de la paix, du développement et de la dignité humaine. Adoptons le projet de résolution A/63/L.24/Rev.1 sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie la Présidente de la République des Philippines de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente de la République des Philippines, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de S. A. le cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Koweït.

*Le cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le cheikh Al-Sabah** (*parle en arabe*) : Je remercie Dieu Tout-Puissant que nous soyons tous réunis ici dans cette salle. Nous sommes venus pour favoriser la paix et le bien de l'humanité, chercher à consolider les liens qui existent entre nous par le dialogue et la compréhension, mettre l'accent sur les valeurs et les liens qui nous unissent, et rejeter les doutes et les soupçons qui nous séparent.

Monsieur le Président, je vous adresse mes félicitations à l'occasion de cette réunion de haut niveau et vous souhaite plein succès dans la conduite de ses délibérations. C'est aussi pour moi un plaisir de remercier tout particulièrement mon frère, le Serviteur des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, Roi du Royaume frère d'Arabie saoudite, pour son initiative de tenir cette réunion de haut niveau à l'Assemblée générale, laquelle a été créée à l'origine pour privilégier et consolider le dialogue en tant que principe durable des relations internationales, et pour essayer de parvenir à la paix et de bâtir des ponts de coopération et de communication entre les nations et les peuples. Nous transmettons donc à Sa Gracieuse Majesté nos plus sincères remerciements et toute notre reconnaissance pour ses efforts constants dans ce domaine, en lui adressant tous nos vœux de succès dans cette entreprise qui a tout notre appui.

Nous apprécions également les bons résultats de la Conférence mondiale sur le dialogue qui s'est tenue en juillet dernier en Espagne sous l'égide du Gardien

des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, et de S. M. Juan Carlos, Roi d'Espagne, et grâce à leurs gracieux efforts.

Je tiens aussi à remercier S. E. le Secrétaire général et les institutions spécialisées des Nations Unies d'adhérer aux nobles objectifs du dialogue et de la consolidation de la paix entre les peuples et de promouvoir des programmes, et d'ouvrir la voie à la création d'un monde qui renonce au fanatisme et encourage la modération et une fusion de nos racines pour fondre les différences, éliminer les obstacles et ouvrir des horizons, amplifier les dénominateurs communs entre les peuples et supprimer les écueils par la coopération.

Le monde d'aujourd'hui se trouve dans une situation difficile car les problèmes se sont intensifiés et diversifiés et les solutions sont devenues complexes et difficiles à appliquer. L'incapacité de régler des problèmes politiques dans de nombreuses régions du monde a entraîné l'apparition de nouveaux conflits et guerres civiles, tandis que de graves problèmes économiques se sont conjugués aux effets de catastrophes naturelles meurtrières.

De nouveaux phénomènes sont apparus et se sont renforcés, tels que le terrorisme, les drogues et la discrimination. L'esprit du fanatisme et de la haine s'est répandu, les sentiments de haine et d'exclusion ont enflammé les adeptes de groupes religieux, culturels et politiques, et leurs symboles, leurs principes et leurs valeurs ont été vilipendés.

Tous ces phénomènes ont malheureusement ébranlé les fondements de la stabilité mondiale. Par conséquent, en tant que dirigeants et en tant que peuples, nous devons assumer notre responsabilité historique d'examiner soigneusement notre douloureuse réalité à la faveur d'un sérieux et sincère dialogue entre les peuples, les religions et les cultures. Nous devons donc concentrer nos efforts sur la consolidation des véritables valeurs religieuses et morales, sur les principes justes que nous avons en commun et que toutes les religions reconnaissent, et sur lesquels toutes les cultures sont fondées, afin d'établir un point de départ pour travailler ensemble au bien commun de manière à encourager la coopération et la paix. Aujourd'hui, plus que jamais, aussi bien conceptuellement que dans la réalité, nous sommes appelés à faire passer le monde d'une culture de haine, de fanatisme et de guerre à une culture de dialogue et de coexistence. Nous pouvons y parvenir en dialoguant

et en agissant positivement l'un envers l'autre sans peur, car nous sommes tous responsables de la destinée de l'humanité pour le bien de tous.

Un bon moyen d'y arriver est peut-être de participer au dialogue entre les dirigeants intellectuels des adeptes des religions et autres croyances, dialogue qui fait désormais partie de la scène politique. Par exemple, l'ONU a contribué à créer le climat approprié en adoptant la résolution 53/22 par laquelle l'Assemblée générale proclamait l'année 2001 Année pour le dialogue entre les civilisations afin de lutter contre la haine et l'incitation à la violence et aux conflits. À cette même fin, l'Assemblée générale a adopté la résolution 62/90 qui proclamait l'année 2010 Année internationale du rapprochement des cultures.

Une bonne analyse des tragédies que l'humanité a endurées montre qu'en aucun cas ces événements n'étaient le résultat de convictions religieuses ou de valeurs culturelles, mais résultent plutôt de l'extrémisme, du fanatisme et de la discrimination de certains adeptes de religions divines et d'autres croyances. Au lieu d'être la cause des problèmes, les religions divines, dans leur essence, méthode et enseignements, fournissent des solutions aux problèmes que connaît l'humanité. Par conséquent, il incombe au clergé et aux personnes instruites de toutes les religions de mettre en lumière ces faits et d'aider à corriger les idées fausses dans l'esprit de ceux qui suivent l'extrémisme, le fanatisme, et la discrimination.

En outre, les intellectuels et les éducateurs doivent sensibiliser les jeunes et cultiver en eux le respect des religions divines. Ils doivent également leur inculquer l'esprit et la valeur de la modération, de la tolérance, ainsi que favoriser un échange positif entre les différentes religions et croyances. En outre, les médias, qui façonnent l'intelligence et nourrissent l'esprit, doivent traiter de ces sujets de manière positive et reconnaître la portée de leur influence sur la formulation d'opinions éclairées et équitables qui croient en l'interconnexion et l'unité entre les êtres humains.

En tant que dirigeants et en tant que peuples, nous sommes conscients de notre responsabilité historique de lutter contre l'extrémisme et la discrimination, de promouvoir la modération et d'éviter l'extrémisme. Ce n'est certainement pas une tâche facile, mais c'est une entreprise nécessaire. Le Koweït a fait de multiples contributions et a établi des

programmes et mené d'autres efforts à cette fin. Il a créé un centre international pour la modération qui a organisé de nombreuses conférences intellectuelles, dont les deux conférences internationales tenues à Londres et à Washington dans les deux dernières années. Les organismes nationaux compétents ont également créé des programmes et organisé des séminaires qui ciblent tous les secteurs de la société et qui ont contribué à sensibiliser la population au problème de la modération.

Le Koweït a également organisé et parrainé de nombreux séminaires et conférences régionaux et internationaux sur la modération dans l'Islam. Nous encourageons la tolérance religieuse entre les peuples, ainsi que le respect des croyances des adeptes d'autres religions divines, tout en préservant leur dignité et en évitant d'offenser leurs symboles. Nous sommes en outre opposés à l'utilisation des croyances religieuses comme base de discrimination dans la société et avons lancé un appel pour le respect des différentes caractéristiques des peuples et pour leur droit à l'égalité et à la vie collective. Tout cela est au cœur de la relation entre les êtres humains, et leur réalisation est le plus grand objectif de toutes les religions et de toutes les cultures.

Le meilleur résultat de notre réunion bien intentionnée dans cette salle serait l'adoption d'un engagement international commun de respecter toutes les religions, d'éviter de leur nuire, de s'ingérer dans leurs affaires ou de ridiculiser leurs symboles, tout en essayant de décourager de tels actes et de dissuader ceux qui les préconisent. Nous devons également nous engager à interdire les efforts qui cherchent à accentuer la discorde entre les religions et à saper les chances de coexistence pacifique entre les êtres humains. Nous devons nous engager à encourager et financer des programmes qui favorisent la propagation de la culture de la tolérance et de la compréhension par le dialogue, afin de mettre en place un cadre pour les relations internationales, grâce à des conférences, des séminaires, et à des programmes éducatifs, culturels et d'information pour atteindre ces objectifs.

La meilleure façon de terminer ma déclaration devant cette auguste assemblée est que je cite les paroles d'Allah le Tout-Puissant qui nous ordonne :

« Ho, hommes! Je vous ai créés d'un mâle et d'une femelle, et j'ai fait des nations et des tribus, pour que vous vous entreconnaissiez. Oui,

le plus noble d'entre vous, auprès de Dieu, est le plus pieux. » (*Le Saint Coran, XLIX:13*)

C'est notre voie, notre objectif et notre ambition, ainsi que notre message pour le monde entier.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie l'Émir de l'État du Koweït de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*Le cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'État d'Israël.

*M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Peres** (*parle en anglais*) : Cette semaine, nous avons célébré le treizième anniversaire de l'assassinat du Premier Ministre Yitzhak Rabin, mon ami et partenaire, qui a été tué alors qu'il chantait une chanson de paix. Les assassins peuvent ôter la vie mais ne peuvent tuer un rêve. Cette nuit fatale sur cette place, nous étions ensemble en train de chanter une chanson de paix, ce à quoi aspire mon peuple depuis des générations. Puis, il y eut trois coups de feu.

Cependant, nous n'étions pas seuls dans notre désespoir. De nombreuses personnes à travers le monde, qui appréciaient la vision de Rabin, sont venues se tenir à nos côtés pour partager notre peine. Les dirigeants arabes et musulmans sont venus, ce qui nous a beaucoup touchés. À ce moment-là, il semblait que la douleur avait fait tomber les barrières. La tragédie avait uni les fils et les filles de toutes les religions. Notre chagrin partagé avait répandu la lumière sur nos espoirs partagés, sur notre soif de fraternité et sur le rêve de paix que nous nourrissions dans nos cœurs.

Dans notre région, les enfants portent des noms de prophètes qui sont sacrés pour nous tous. Pourquoi Avraham, Abraham et Ibrahim sont-ils devenus des

ennemis dans l'animosité? Pourquoi Moïse, Moché et Moussa doivent-ils vivre ainsi? Comme nos prophètes l'ont demandé,

« N'avons-nous pas tous un père unique? N'est-ce pas un seul Dieu qui nous a créés? Pourquoi donc sommes-nous perfides l'un envers l'autre, en profanant l'alliance de nos pères? »  
(*La Sainte Bible, Malachie 2:10*)

Abraham dit à son neveu Lot :

« Qu'il n'y ait pas discorde entre moi et toi, entre mes pères et les tiens, car nous sommes des frères. » (*ibid., Genèse 13:8*)

Ce fut le premier appel à la paix entre frères de l'histoire. Les relations fraternelles doivent être exemptes de violence et de domination. Nous adorons tous le même Seigneur au Paradis. La religion apporte le nom de Dieu à l'homme, tel que cela est écrit dans les Psaumes.

« Où est l'homme qui désire la vie, épris de jours où voir le bonheur? » (*ibid., Psaumes 34:13*)

« Évite le mal, fais le bien. Recherche la paix et poursuis-la. » (*ibid., Psaumes 34:15*)

La croyance religieuse nous impose de reconnaître le message éternel qui dit que tous les hommes ont été créés à l'image de Dieu. Causer du tort à un être humain revient à causer du tort à Dieu lui-même. Lorsque les armes nucléaires, les missiles à longue portée, le terrorisme aveugle et l'incitation au fanatisme sont au programme, nous devons tous contribuer à changer ce programme.

Les renaissances juive et arabe sont advenues presque en même temps et pratiquement au même endroit. Elles sont arrivées rapidement et sur une terre exiguë. Cependant, après la Première Guerre mondiale, une porte s'est ouverte lorsque l'Émir Fayçal et le Président Weizmann ont voulu créer un nouvel environnement. Ils se sont rencontrés il y a 89 ans, en novembre 1919, pour annoncer un accord entre deux peuples d'une même souche qui auraient pu vivre à l'ombre des mêmes arbres – les vieux oliviers et les grands dattiers. Leur déclaration était en partie la suivante :

« Conscients de la parenté et des liens anciens qui existent entre les Arabes et le peuple juif et réalisant que le moyen le plus sûr de parvenir à leurs aspirations naturelles est de collaborer de façon la plus étroite possible. »

Ce sont là des paroles qui témoignent de grandes qualités d'homme d'État et d'une grande sagesse. Hélas, nous n'en avons pas tenu compte. Nous sommes au contraire affrontés mutuellement, en perdant la foi pour devenir avides et en préparant la guerre plutôt que la paix. Ils se sont disputé la terre en attisant l'hostilité, ce qui a fait place à une région semée de barrières et de murs qui sont devenus de plus en plus élevés, en empêchant la construction de tous ponts. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes de tous les camps ont perdu la vie; nombreux sont ceux à avoir été victimes de séquelles irréversibles; d'autres ont perdu leur maison et sont devenus des réfugiés. Des sommes colossales ont été dépensées pour acheter, entretenir et remplacer des armes qui sont inévitablement devenues obsolètes. Les ressources ont été utilisées pour entretenir l'hostilité au lieu de promouvoir la vie. Il ne peut y avoir de consolation pour les familles endeuillées ou les enfants orphelins, en dehors de la fin de la violence et des massacres.

Il y a un proverbe arabe qui dit qu'il y a trois événements irréversibles : une flèche tirée de son arc, une parole qui a échappé de la bouche de quelqu'un et une balle qui transperce le cœur. Nous ne pouvons malheureusement pas effacer le passé; toutefois, nous pouvons bâtir et façonner un nouvel avenir. Cela semble plus réalisable aujourd'hui, compte tenu de la proposition saoudienne devenue depuis lors l'Initiative de paix arabe.

J'ai écouté la déclaration de S.M. le Roi d'Arabie saoudite. J'espère que sa voix deviendra la voix majoritaire de toute la région et de tous les peuples. Elle est juste. Elle est nécessaire. Elle est prometteuse. La description faite de l'avenir de notre région dans l'Initiative donne espoir aux différents peuples et redonne confiance au sein des différents pays. Oui, pour changer le monde, nous devons nous-mêmes changer.

L'Initiative de paix arabe énonce : « une solution militaire au conflit ne permettra d'obtenir ni la paix ni la sécurité pour les parties ». Israël est d'accord avec cette affirmation. L'Initiative continue en affirmant que « une paix juste et globale au Moyen-Orient est l'option stratégique des pays arabes ». C'est également l'option stratégique d'Israël. L'Initiative énonce que l'objectif est de « considérer le conflit israélo-arabe comme clos [...] conclure un accord de paix avec Israël et assurer la sécurité de tous les États de la région » et « établir des relations normales avec Israël dans le

cadre d'une paix globale » et « mettre fin aux effusions de sang, en permettant aux pays arabes et à Israël de vivre en paix dans le cadre de relations de bon voisinage en garantissant la sécurité, la stabilité et la prospérité aux générations futures. »

De telles expressions dans l'Initiative de paix arabe sont prometteuses et source d'inspiration; elles représentent une claire ouverture vers ce qui pourrait constituer un véritable progrès et une grande réalité.

Pour arriver à une paix régionale globale, il faut achever les négociations bilatérales avec les Palestiniens; nous sommes prêts à partager le coût douloureux de cet aboutissement. Le Ministre des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Tzipi Livni, qui conduit actuellement ces négociations, vient à peine de rentrer de Charm el-Cheikh. Elle a déclaré que nous allons poursuivre les négociations malgré les élections en Israël. Comme nous l'avons démontré à maintes reprises par le passé, nous sommes prêts pour ces négociations.

Il y a 30 ans, nous avons signé des accords de paix avec l'Égypte. Il y a 15 ans, nous avons entamé l'initiative d'Oslo avec les Palestiniens. Il y a 14 ans, nous avons conclu la paix avec le Royaume de Jordanie. Il y a neuf ans, nous nous sommes entièrement retirés du Liban. Il y a trois ans, nous avons entièrement et volontairement démantelé toutes nos colonies là-bas; cela n'a pas été facile. Aujourd'hui, les négociations avec les Palestiniens avancent, et nous envisageons la possibilité d'une paix réelle avec les Syriens, le dernier pays sur la liste de nos conflits.

Malgré cela, certains sèment la haine dans notre région et tentent d'élargir l'abîme et de dresser des obstacles; certains cherchent à anéantir d'autres peuples et encouragent le meurtre, comme s'ils étaient des dieux. Nous devons nous élever contre les instigateurs de la discorde et de la violence et brandir l'étendard de la fraternité et de la paix. Ce sera un phare lumineux pour un monde où règne la discorde. Nous mettrons un terme à de nombreux conflits et offrirons une paix mondiale à tous les peuples – une vraie liberté, sans domination ni occupation; une coopération économique mondiale et des relations universelles entre les cultures. Cela sera une nouvelle vision pour toute notre région.

Je sais qu'il est plus difficile de poursuivre la paix que de faire la guerre. Il est plus difficile de construire que de détruire. Pourtant, j'ai appris au

cours de ma vie que cela valait la peine de lutter pour la paix, de bâtir des foyers et de respecter la vie humaine. Tous les hommes de bonne volonté doivent poursuivre ce but. Pour le bien de nos enfants, nous devons briser les liens avec une hostilité héritée du passé. Alors que le monde affronte une crise grave, nous devons proposer un nouveau remède pour guérir ce mal ancien. La crise mondiale nous préoccupe tout comme notre crise préoccupe le monde. Mais nous allons adopter une position qui conviendra au monde entier, sans pour autant effacer nos identités nationales.

Ce rassemblement de dirigeants religieux peut acquérir une grande signification et assumer de grandes responsabilités. Si nous demandons à tous les croyants d'agir au service de la paix, dans chaque nation et pour toutes les nations, pour chaque individu et pour tous les peuples, les ponts que nous construisons rendront les barrières inutiles. Le monde croit qu'une malédiction irrémédiable pèse sur le Moyen-Orient, mais cette croyance est erronée. Nous avons connu un âge d'or dans l'histoire, au cours duquel nous – arabes, juifs et chrétiens – vivions en amis et en frères.

Ce dialogue interconfessionnel va élever nos esprits et apporter une bouffée d'air frais à nos peuples, dans le présent comme dans l'avenir. Renouvelons notre foi en un seul Dieu, un Dieu de valeurs et de respect de la vie humaine. C'est là le devoir et la responsabilité de tous les États et de tous les dirigeants religieux. Ne reculons pas face aux difficultés. Nous ne devons pas hésiter en présence de tels risques. En œuvrant pour la paix, nous donnerons un sens à nos prières et un but nouveau à nos vies. Cela fera la preuve de nos valeurs à nos enfants et à tous les enfants du monde. La paix n'est pas simplement un objectif, c'est aussi une promesse qui nous a été faite depuis la nuit des temps, au sommet des plus saintes montagnes. Escaladons ensemble ces montagnes et respirons l'air frais d'un nouveau paysage.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'État d'Israël pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Shimon Peres, Président de l'État d'Israël, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de S. M. le Roi Abdullah II bin Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

*S. M. le Roi Abdallah II bin Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Roi Abdallah II bin Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Roi Abdallah** (*parle en arabe*) : La meilleure façon pour moi de commencer mon allocution est de citer les paroles de notre Dieu tout-puissant :

« Par la sagesse et la bonne exhortation, appelle au sentier de ton Seigneur. Et dispute avec eux avec ce qu'il y a de plus beau. Oui, c'est ton Seigneur qui sait le mieux lequel s'égaré de Son sentier, et c'est Lui qui sait le mieux ceux qui bien se guident. » (*Le Saint Coran, sourate XVI:125*)

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude et ma reconnaissance à mon frère, le gardien des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite, pour avoir convoqué cette conférence internationale visant à promouvoir le dialogue interreligieux et interculturel d'un point de vue scientifique, sans fanatisme ou isolationnisme, et dans un esprit de tolérance et d'acceptation d'autrui. La démarche qu'il préconise appelle à souligner les dénominateurs communs entre les civilisations et entre les fidèles des religions du monde, et à reconnaître mutuellement le rôle de chaque culture et religion dans l'enrichissement de la civilisation humaine et la réalisation du bien commun de l'humanité à travers l'histoire.

Mon frère, le Serviteur des deux saintes mosquées, a engagé ce processus en faisant tomber les barrières entre les fidèles des religions du monde, tout d'abord par sa rencontre historique avec Sa Sainteté le pape, puis en convoquant les conférences de La Mecque et de Madrid. Le dialogue qu'il a engagé continue aujourd'hui avec l'organisation de cette conférence internationale, qui réunit des gens de confessions et cultures différentes afin de favoriser entre eux le rapprochement, la compréhension et la tolérance.

Le statut, le respect et l'appréciation dont jouit le Royaume d'Arabie saoudite, en particulier dans le monde musulman, lui permet de conduire ce dialogue et facilitera sa réussite, à une époque où l'islam fait l'objet de nombreuses injustices et accusations nées de l'ignorance de certains sur cette religion. L'islam appelle à la modération et à la tolérance et rejette l'extrémisme, la violence et le sectarisme.

Puisque beaucoup des participants et observateurs de cette réunion ne sont pas arabophones, permettez-moi de poursuivre en anglais.

Mes amis, à l'époque qui est la nôtre, nous sommes appelés d'urgence à nous engager dans la voie de la paix. Dans le monde entier, la compréhension et la confiance parmi les peuples de différentes confessions et cultures ont été érodées. C'est particulièrement visible entre les membres des trois grandes religions monothéistes, qui constituent plus de la moitié de la population mondiale. La désinformation et les préjugés, répandus par quelques-uns, modèlent de plus en plus les perceptions de l'autre et engendrent des sentiments de peur, de suspicion et même de haine.

Pour endiguer la montée du ressentiment et de la crainte, la communication est vitale. Un nouveau dialogue, un dialogue mondial, doit se nouer entre les membres des différentes religions et civilisations. Ce dialogue est essentiel pour révéler les points communs qui unissent l'humanité; mais il y a plus. Il apprend à respecter les différences, ouvre les yeux et les cœurs à la beauté de la diversité, aide à distinguer les faits de la fiction, et dévoile le caractère fallacieux des enseignements extrémistes.

En Jordanie, nous avons fait du dialogue et de la compréhension entre les religions une priorité. Le Message d'Amman est une explication de la vraie nature de l'islam et un appel à la coexistence pacifique de tous les êtres humains. Il a reçu l'approbation de plus de 500 des plus grands érudits musulmans du monde, issus des huit écoles de jurisprudence islamique. Il a été soutenu par l'Organisation de la Conférence islamique, qui représente les pays musulmans du monde entier. La Jordanie est fière de poursuivre ce travail, avec le soutien d'autres initiatives dans le monde. L'une de ces initiatives, « A Common Word », est une ouverture des érudits musulmans vers leurs homologues chrétiens mettant en avant le tronc commun du christianisme et de l'islam.

Dans tous ces travaux, nous cherchons à promouvoir un dialogue mondial, qui puisse aider à

éloigner notre avenir des affrontements pour l'orienter vers la paix. Ce sommet montre que le soutien à un tel dialogue est devenu une priorité aux plus hauts niveaux. Aujourd'hui, ensemble, nous devons nous donner pour mission commune de faire avancer les débats, de les faire sortir des salles de conférence pour qu'ils gagnent les foyers, les écoles, les lieux de travail, les existences.

Il est impossible de parler d'harmonie entre les religions, en particulier entre l'Orient et l'Occident, sans aborder le règlement des conflits au Moyen-Orient. Le conflit entre Israël et les Palestiniens est le principal conflit de notre région. Il est de nature politique et exige une solution juste et négociée, qui accorde aux Palestiniens la liberté et le statut d'État et à Israël la sécurité et une acceptation régionale plus large. Car chaque jour qui voit la justice refusée aux Palestiniens, chaque jour qui voit l'occupation bloquer tout avenir positif aggrave les conséquences du conflit sur la région. Le ressentiment et la frustration sont sensibles dans toute la région, et même dans le monde entier. Des millions de personnes, avant tout des jeunes, se demandent si l'Occident croit vraiment à ce qu'il dit à propos de l'égalité, du respect et de la justice universelle. Dans l'intervalle, les extrémistes – musulmans, chrétiens et juifs – prospèrent sur le terrain des doutes et des divisions.

Mes amis, je n'imagine pas de meilleure façon d'atténuer les tensions entre l'Orient et l'Occident et entre les religions que de mettre fin à ce conflit source de division par une paix fondée sur nos valeurs profondes qui sont des valeurs communes : la justice, le respect du droit international et le droit de tous les peuples à vivre dans la dignité.

À mesure que nous nous approchons de solutions tangibles à ce conflit et à d'autres conflits régionaux, nous devons aussi faire de nets progrès en matière de communication. Cela suppose un effort durable, sur le plan institutionnel, pour propager la tolérance et l'acceptation grâce à des initiatives lancées dans le monde entier. Les jeunes sont essentiels à la réussite de cet effort. J'espère qu'à l'issue de ce sommet, nous lanceront des échanges d'étudiants et des projets communs entre universités, afin de rapprocher les jeunes et de leur montrer que ce que l'humanité a en commun est bien plus grand que ce qui la divise. J'espère également que nous pourront encourager des initiatives de la part des médias, grands et petits. Sur tous les continents, aucun acteur n'est en meilleure position pour affirmer la vérité, à savoir que les

peuples de différentes religions peuvent vivre en paix et en harmonie et que lorsque c'est le cas, ils sont plus forts pour affronter les difficultés. Ce n'est qu'ensemble que nous atteindrons l'avenir prospère auquel nous aspirons tous.

Cet important rassemblement n'est pas la fin, mais le début de notre voyage. La participation de toutes les personnes présentes nous a aidés à faire un pas de géant vers la paix et la tolérance dans le monde. C'est maintenant à nous tous qu'il appartient de parcourir le chemin qui mène à notre but.

Le dialogue entre les civilisations n'est pas un luxe, mais une nécessité. En fait, c'est un devoir dont nous devons tous nous acquitter si nous voulons mettre fin aux tensions croissantes qui menacent la stabilité mondiale. Aujourd'hui, partout dans le monde, dans les Amériques, en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, les croyants et les peuples de bonne volonté se rassemblent. Je fais le serment à cette Assemblée que la Jordanie sera à ses côtés à chaque étape de ce processus, en tant que partenaire à part entière. Ayons ensemble l'audace de forger un avenir nouveau, un avenir sans injustice, sans haine et sans stéréotypes culturels. Que Dieu bénisse l'Assemblée et récompense ses efforts.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier S. M. le Roi Abdallah II Bin Al-Hussein, Chef d'État du Royaume hachémite de Jordanie, de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*S. M. le Roi Abdallah II Bin Al-Hussein, Chef d'État du Royaume hachémite de Jordanie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande.

*M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de

Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Halonen** (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de prendre part à la réunion de haut niveau convoquée par l'Organisation des Nations Unies et le Royaume d'Arabie saoudite. Au nom de la Finlande, je me félicite de l'initiative de S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud pour élargir et renforcer le dialogue entre les cultures, les religions et les confessions.

Je suis venue ici dans un esprit d'ouverture et de paix. Avec l'avènement de la mondialisation, les frontières nationales ont perdu de leur importance. La mondialisation a permis de multiplier les contacts humains et aujourd'hui des peuples, des cultures, des civilisations et des confessions différentes se côtoient tous les jours. Les gens ont des opinions et des croyances différentes. Cette interaction accrue peut promouvoir la compréhension entre les peuples, mais elle peut aussi renforcer les préjugés et les stéréotypes. Chacun de nous doit donc faire attention. Il est par conséquent tout à fait indiqué que nous nous réunissions, ici à l'ONU, sur le thème de la culture de la paix.

À la suite des événements choquants du 11 septembre 2001, j'ai lancé des discussions avec les groupes chrétiens, juifs et musulmans présents en Finlande. Depuis, j'ai pu constater combien ces personnes qui appartiennent à des religions et à des cultures différentes sont devenues un facteur de convergence et une ressource pour notre société. Je les remercie très sincèrement de leur travail. J'espère que des expériences constructives similaires ont été conduites ailleurs également. Les dirigeants politiques d'un pays ne peuvent assumer entièrement cette responsabilité, mais il est nécessaire qu'ils encouragent et guident ce processus.

Savoir analyser la situation et résoudre les conflits est important pour la société tout entière, y compris dans les foyers, dans les écoles ou sur les lieux de travail. La consolidation de la paix est indispensable partout et en tout temps. Au cours de son histoire, la Finlande a participé à des guerres et à des conflits, comme la plupart des pays européens. Durant la présidence finlandaise de l'Union européenne en 2006, nous avons pris l'initiative de créer un réseau de coopération volontaire sur les questions interculturelles et interconfessionnelles. Au sein de ce réseau, des représentants des organes de l'Union européenne et des

États membres ont cherché de nouveaux moyens de favoriser de bonnes relations entre les cultures et les religions. Ce travail difficile se poursuit.

L'une des sources fondamentales et les plus complètes des droits de l'homme est la Déclaration universelle des droits de l'homme, rédigée et approuvée par consensus en 1948 à l'ONU. Dans les prochains jours, nous célébrerons le sixantième anniversaire de la Déclaration. Ce document insiste sur la dignité et l'égalité humaines et jette les fondements solides d'un dialogue entre les différentes cultures et civilisations. Mon pays, la Finlande, est très attaché aux valeurs, aux droits et aux libertés universels inscrits dans la Déclaration. Mais nous considérons aussi ce texte comme une déclaration de responsabilités. Nous avons la responsabilité de respecter et d'appliquer, pleinement et partout, les droits de l'homme universels. La Déclaration proclame l'égalité et l'universalité des droits de l'homme pour tous, hommes et femmes, croyants et non-croyants. Elle demeure une grande source d'inspiration pour lutter contre la discrimination et l'exclusion partout dans le monde.

Le conflit entre Israël et les Palestiniens est souvent cité comme un problème clef, symbolisant la rupture entre l'Occident et le monde musulman. La Finlande applaudit et appuie les initiatives sérieuses prises pour régler ce différend. Il est communément admis que la solution, quelle qu'elle soit, devra se fonder sur le modèle prévoyant deux États et sur l'obtention d'un accord sur le statut des réfugiés palestiniens et de Jérusalem. Toutefois, il n'existe pas de formule miracle pour parvenir à la paix. La solution passe par la négociation et nous savons tous que cette dernière est toujours influencée par les circonstances politiques nationales et internationales. Pour parvenir à une solution négociée, il faut de la volonté politique et du courage, surtout de la part des Israéliens et des Palestiniens. Nos pays et nos organisations devraient avant tout encourager les négociations et éviter toute mesure qui pourrait les entraver. Tout accord entre Israël et les Palestiniens devra aussi être accepté par tous les autres acteurs concernés.

La présente réunion souligne l'importance de la dimension religieuse du dialogue interculturel dans le monde pluriculturel et multiconfessionnel d'aujourd'hui. Nous espérons qu'elle sera une source d'inspiration pour les peuples, les communautés religieuses, la société civile et les autorités à tous les niveaux et qu'elle les encouragera à entamer un

dialogue interreligieux. Nous sommes ainsi conviés à entrer dans une nouvelle ère de respect de convictions diverses. Nous sommes mis au défi de reconnaître les valeurs spirituelles et humaines des religions qui ont modelé le monde qui est le nôtre. Nous devons faire face à nos responsabilités aujourd'hui afin d'offrir un monde meilleur aux générations de demain.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Finlande de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de S. E. M. Michel Sleiman, Président de la République libanaise**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Michel Sleiman, Président de la République libanaise.

*M. Michel Sleiman, Président de la République libanaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Michel Sleiman, Président de la République libanaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Sleiman** (*parle en arabe*) : Nous nous retrouvons une fois encore à l'Assemblée générale des Nations Unies pour examiner le point 45 de l'ordre du jour intitulé « Culture de paix » afin de promouvoir le dialogue et la coopération entre les peuples de cultures différentes et les fidèles de différentes religions. Nous sommes aussi réunis ici pour indiquer que nous souhaitons, en tant que communauté internationale, instaurer la confiance entre les peuples dans les domaines de la connaissance, du dialogue et du respect mutuel sur la base de la justice, de l'équité et de l'égalité.

Convoquée par le Président de l'Assemblée générale, la séance d'aujourd'hui revêt une importance particulière car elle se tient à un niveau particulièrement élevé afin de répondre à l'initiative du Serviteur des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud d'Arabie saoudite,

qui avait déjà en juillet dernier, à Madrid, lancé un processus de dialogue, de coopération et de solidarité auquel de nombreuses personnes ont pris part afin de chercher le moyen de réaliser les objectifs communs de l'humanité et d'établir des relations de tolérance, d'acceptation mutuelle et de respect des différences et des spécificités religieuses et culturelles.

Nous sommes tous d'autant plus intéressés par le dialogue et ses résultats positifs que nous traversons une crise sur le plan des relations entre les États et dans les États, qui s'est accrue en raison des peurs et des préoccupations concernant les manifestations de violences sectaires et terroristes, le terrorisme et l'intimidation, la coercition et la diffamation, le manque de respect et les atteintes à la dignité.

La communauté internationale a donc choisi de replacer les différences religieuses et culturelles dans leur contexte et d'encourager la compréhension, pas en tant que privilège n'appartenant qu'à un seul groupe culturel, mais en tant que problème fondamental qui nous touche tous et doit être réglé dans l'urgence et sans la moindre hésitation.

Nous devons engager un vrai dialogue, un dialogue du cœur et des esprits, afin d'établir des relations fondées sur la conscience commune des dénominateurs communs et la reconnaissance des différences et des particularités entre les différentes cultures et religions.

En même temps, faire soudain appel au dialogue pour régler les conflits existants ou potentiels ne peut porter ses fruits si cela ne participe pas d'un long processus cumulatif qui implique, avec zèle et régularité, des relations de confiance et d'ouverture entre les peuples. Nous devrions être attachés à nos idées, à nos convictions et aux pratiques que nous avons adoptées dans un esprit de dialogue authentique fondé sur la justice.

C'est dans le cadre de ce processus que les efforts culturels, éducatifs et médiatiques qui devraient accompagner le dialogue, lancés ou appuyés par l'ONU et ses institutions spécialisées prennent toute leur importance. Ces institutions comprennent l'UNESCO et les organes créés par la Conférence mondiale de Madrid sur le dialogue, que chaque participant s'est engagé à appuyer.

L'efficacité du dialogue reste néanmoins tributaire de rapports de force asymétriques. En outre, la domination, l'oppression et l'arbitraire qui se

poursuivent mettent à l'épreuve la crédibilité de ce dialogue. Cela est surtout vrai en Terre sainte et dans le Levant arabe.

Car comment un dialogue pourrait-il progresser et s'épanouir alors que l'occupation israélienne des terres palestiniennes et arabes se poursuit, alors que les droits fondamentaux et nationaux du peuple palestinien sont systématiquement violés, notamment le droit des réfugiés palestiniens au retour sur leurs terres et dans leurs foyers, et que les tentatives de contraindre les Palestiniens à s'installer dans d'autres pays se poursuivent.

Une telle réalité va à l'encontre des résolutions de l'ONU qui nous ont rassemblés ici aujourd'hui, ainsi que de l'esprit de justice qui doit imprégner le dialogue dont nous débattons ici.

En conséquence, Jérusalem, la « ville de paix », où se rassemblent les fidèles des religions monothéistes, ne pourra pas réaliser sa vocation historique tant qu'il n'aura pas été mis fin à l'injustice que subissent ses fils et le peuple palestinien tout entier et tant que l'occupation ne prendra pas fin.

Ceux qui aiment et connaissent le Liban – et ils sont nombreux – savent bien que notre pays est doté de caractéristiques uniques qui lui ont permis de triompher des drames qui ont durement mis à l'épreuve notre volonté de coexister dans un seul pays, riche dans sa diversité, fermement attaché à son identité arabe et au dialogue noué avec les cultures du monde.

Outre l'expérience profonde que nous avons puisée dans notre histoire moderne qui allie unité et diversité, liberté et respect mutuel, traditions profondément ancrées et modernisme, ces caractéristiques ont fait du Liban un lieu de rencontre et d'ouverture. Elles font du Liban l'espace le plus vaste et le plus riche pour instaurer un dialogue interreligieux et interculturel, au service tant du monde arabe que musulman et dans l'intérêt du monde entier.

Dans la déclaration que j'ai prononcée en septembre dernier devant l'Assemblée générale (voir A/63/PV.6), j'ai eu l'occasion de dire que la philosophie de l'entité libanaise reposait sur le dialogue, l'harmonie et la coexistence. J'ai souligné notre ambition de voir le Liban devenir un centre international de dialogue entre les civilisations et les cultures, et donc un laboratoire mondial pour ce dialogue universel. Cela serait d'autant plus approprié que l'article 9 de la Constitution libanaise stipule que

la liberté de religion au Liban doit être totale et que l'État doit respecter toutes les religions et confessions et garantir le libre exercice du culte religieux.

Le Liban n'est pas seulement un pays. Il est, bien plus, l'exemple d'un message de liberté, un modèle de pluralité et un espace de dialogue et de coexistence pour différentes cultures et religions. Comme l'a déclaré S. S. le pape Jean-Paul II, et comme l'a réaffirmé S. S. le pape Benoît XVI, le Liban est une nécessité, tant pour l'Orient que pour l'Occident. Il mérite à ce titre l'appui de la communauté internationale.

Cet appui, qui s'est traduit de multiples manières, ne pourra se consolider que si l'on instaure une paix juste et durable au Moyen-Orient conformément aux résolutions de l'ONU et à l'Initiative de paix arabe dans son intégralité et conformément à l'esprit de justice qui constitue l'essence des religions.

Nous nous réunissons ici aujourd'hui pour rejeter une nouvelle fois le choc de l'ignorance et souligner notre volonté de travailler ensemble dans les domaines de l'éthique, de la culture, de la politique et de relations internationales pacifiques. Notre rassemblement dans cette enceinte, avec tout ce qu'il a de symbolique, nous rappelle le lien étroit qui existe entre notre approche de la culture du dialogue et notre attachement à la Charte de l'ONU.

Une telle invitation me rappelle ce qui rapproche le Liban de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à la rédaction de laquelle il a participé, et de cette organisation qui s'est toujours tenue aux côtés de mon pays pour défendre sa liberté, son indépendance, sa souveraineté et sa stabilité afin qu'il reste fidèle à ses valeurs et témoigne de la richesse que suscite la rencontre des religions et le dialogue entre les cultures fondé sur le respect des principes et des valeurs de l'humanité tout entière.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République libanaise de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Michel Sleiman, Président de la République libanaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Afghanistan.

*M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**M. Karzai** (*parle en anglais*) : Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette réunion de haut niveau sur la culture de la paix, qui est l'une des questions les plus pertinentes de notre époque. En premier lieu, je voudrais remercier le Serviteur des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite, de son dévouement à la cause du dialogue interreligieux et d'avoir pris l'initiative de cette réunion. Rien n'est plus important que d'éliminer le fléau de l'extrémisme, de la xénophobie et de la haine, et la seule voie possible est celle du dialogue et de la coopération.

Nous nous sommes rassemblés aujourd'hui pour affirmer que toutes les religions de notre monde reflètent et nourrissent le désir intérieur de paix et d'épanouissement de l'humanité. Malgré leurs diverses confessions, les peuples des différentes religions ont cohabité dans la paix et l'harmonie partout dans le monde. Là où ont éclaté des conflits ou des affrontements, la cause n'en a pas été la religion, mais la poursuite d'objectifs politiques limités par certains individus de religions diverses et l'attachement à des idéologies politiques.

Malheureusement, notre compréhension mutuelle est parfois compromise par des conceptions erronées, relatives notamment aux phénomènes tels que le sectarisme, l'extrémisme et le terrorisme, et à la question de savoir si elles sont enracinées dans nos convictions religieuses. Nombreux sont ceux qui associent terrorisme et religion; d'autres donnent crédit à cette association en la décrivant comme une réaction de l'Orient contre l'Occident, et tous échouent à envisager le phénomène dans sa véritable nature.

Rien n'est moins vraisemblable que d'établir un lien de cause à effet plausible entre la religion et le terrorisme. Le terrorisme que nous connaissons est

politique et non religieux. Le terrorisme que nous connaissons est le produit historique de mauvaises politiques et de la poursuite irréflectie d'intérêts étroitement définis.

Ce ne sont là des observations théoriques. L'histoire de mon pays vient illustrer mes vues. Le terrorisme n'a jamais été un phénomène religieux en Afghanistan. En réalité, dans ce pays, le terrorisme est un phénomène international et régional, enraciné dans un contexte historique complexe, étalé sur les 40 dernières années. L'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique dans les années 80, l'usage abusif ensuite de la religion pour servir des objectifs politiques, et l'incitation et le recours délibérés à l'extrémisme comme un rempart contre la menace soviétique sont des facteurs importants qui ont conjointement produit le phénomène du terrorisme, aujourd'hui notre ennemi. Al-Qaida et d'autres réseaux terroristes, tels que nous les connaissons à l'heure actuelle, sont les reliquats d'un passé irréflecti qu'il nous faut corriger.

C'est pourquoi la religion n'est pas la source du terrorisme. Le terme « terrorisme islamique », souvent utilisé pour décrire des actes de brutalité et de violence, est fondamentalement trompeur. Non seulement l'Islam, religion de paix et de modération, condamne sans équivoque tout acte commis contre la vie et les biens d'individus innocents, mais en outre, le Saint Coran met en fait sur le même plan le meurtre d'un innocent et le massacre de toute l'humanité. Loin d'être les complices de la terreur, les musulmans comptent en fait parmi les victimes les plus touchées par le terrorisme international.

Aujourd'hui, pour que le monde puisse corriger les manquements du passé et éliminer les menaces contre la paix et la coexistence, il faut suivre la voie du dialogue, de la compréhension et de l'acceptation mutuelle. Nous devons en même temps faire taire les quelques voix discordantes qui prônent la haine et la division et font un mauvais usage de la religion pour masquer la poursuite d'objectifs politiques et non religieux. Nous devons faire entendre la voix de la paix et de la tolérance.

Pour dépasser les conceptions erronées, nous devons également éduquer et informer nos populations sur les différences et les points communs entre nos cultures. J'ai depuis longtemps rejeté l'idée d'un choc des civilisations. Nous nous trouvons bien plutôt face à un monde qui semble avoir rétréci les forces de la mondialisation. Nous devrions appeler nos médias à

éduquer et à jeter des ponts entre nous plutôt que d'assimiler les différences à l'incompatibilité, aux menaces et à la peur. Nous devrions considérer la diversité de nos cultures comme la source de la couleur de notre monde et de son éclatante beauté.

L'Afghanistan, au cours des sept dernières années, a été un puissant exemple de l'espoir d'une réelle coopération entre les civilisations destinée à atteindre des objectifs communs. Des pays tels que l'Arabie saoudite, les États-Unis d'Amérique, les membres de l'Union européenne, le Japon, la Chine, l'Inde, les Émirats arabes unis, l'Iran et le Pakistan soutiennent nos efforts de reconstruction de l'Afghanistan, et ils participent à des projets communs, tels que la construction d'une route nationale reliant l'est à l'ouest du pays. En réalité, notre monde vivra en paix dans la mesure où la coopération entre les civilisations, telle qu'elle est illustrée en Afghanistan, deviendra la règle et non l'exception.

Je suis profondément honoré d'être présent ici aujourd'hui pour souligner l'importance d'un effort international visant à promouvoir la tolérance et l'acceptation mutuelle et à lutter contre l'extrémisme. Nous soutenons pleinement le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud dans les efforts qu'il déploie en faveur du dialogue interreligieux et de la tolérance. Nos grandes traditions religieuses et les principes fondamentaux de nos confessions doivent nous guider. Nous devons tous nous rappeler les mots de nos livres saints, et nous devons maîtriser nos instincts primaires de peur et de haine.

Nous espérons beaucoup que des dialogues tels que celui de Madrid et de New York aujourd'hui puissent contribuer à nous faire tous prendre conscience du fait que la paix, la tolérance et le respect sont l'héritage de tous, et que l'extrémisme sous toutes ses formes est ancré non pas dans la religion, mais dans la poursuite irréfléchie d'intérêts politiques étroitement définis.

Pour souligner l'unicité de l'humanité, et abolir toute barrière, le grand poète persan Saadi a écrit ces lignes célèbres :

« Les enfants d'Adam font partie d'un corps,  
Ils sont créés tous d'une même essence.  
Si une peine arrive à un membre du corps,  
Les autres aussi, perdent leur aisance.  
Si, pour la peine des autres, tu n'as pas de souffrance,  
Tu ne mériteras pas d'être dans ce corps. »

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Afghanistan pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

*M. Hâmid Karzai, Président de la République islamique d'Afghanistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution du cheikh Hamad bin Jassim bin Jabr Al-Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar.

*Le cheikh Hamad bin Jassim bin Jabr Al-Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar, est escorté à la tribune.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue au cheikh Hamad bin Jassim bin Jabr Al-Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**Le cheikh Al-Thani** (Qatar) (*parle en arabe*) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous transmettre les salutations de S. A. le cheikh Hamad bin Khalifa Al-Thani, le bien-aimé Émir de notre pays, ainsi que ses sincères remerciements au Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi d'Arabie saoudite Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, pour son aimable invitation à assister à une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le dialogue interconfessionnel ainsi que pour sa présence, son inauguration des travaux et sa contribution importante à la promotion du dialogue interreligieux.

Je vous remercie également, Monsieur le Président, pour l'enthousiasme avec lequel vous avez convoqué cette importante réunion. Je salue les efforts déployés par le Secrétaire général Ban Ki-moon pour poursuivre la promotion du dialogue entre les civilisations et les religions à tous les niveaux.

Le dialogue entre les cultures, les civilisations et les religions a été l'un des thèmes majeurs des recommandations formulées dans le Document final du Sommet mondial de 2005, dans lequel nous avons unanimement affirmé que la promotion des relations entre les pays était la seule façon d'éviter les

malentendus et de combattre l'extrémisme, car c'est cette approche qui garantira l'instauration d'une paix juste et durable pour l'humanité. Au niveau national, régional et international, le dialogue est devenu un élément incontournable des politiques en faveur de la paix et du développement durable. Les valeurs de la tolérance et du respect des différentes religions et cultures sont ainsi devenues le fondement de la politique de l'État du Qatar, qui respecte et suit la tolérante charia islamique. L'État du Qatar considère le dialogue interreligieux et interculturel comme un choix stratégique qui appelle d'urgence la création d'un espace ouvert, assurant ainsi la coexistence, la paix et la stabilité entre les peuples.

Depuis 2003, mon pays accueille chaque année la conférence de Doha sur le dialogue interconfessionnel, expression vitale de l'importance de ce dialogue. Nous avons permis à tous les adeptes d'autres religions monothéistes résidant dans l'État du Qatar de construire leurs lieux de culte, traduisant concrètement le principe du respect de la liberté de croyance et de culte que prône la tolérante charia islamique.

Toutes les religions ont une base commune et partagent des valeurs universelles et pluralistes. Elles appellent toutes à l'égalité, à l'harmonie, à la tolérance et à l'acceptation de l'autre. À travers l'histoire, ce sont les intérêts politiques et économiques, plutôt que les différences de religions et de cultures, qui ont été les causes premières des affrontements entre pays. Bien que ces différences existent toujours dans le monde d'aujourd'hui, elles ne sont pas sources d'affrontements. Au contraire, elles doivent nous inviter à élargir notre compréhension et à approfondir notre dialogue, comme il est dit dans le saint Coran : « Nous [...] vous avons désignés en nations et tribus, pour que vous vous entreconnaissiez. » (*le Saint Coran, XLIX:13*)

Malgré les conflits qui ont parfois éclaté entre les partisans des trois religions monothéistes au cours de l'histoire, le dialogue et la coexistence entre elles se sont largement poursuivis, fait qui souligne l'importance de la communication et de l'atténuation des différences.

Il est assurément regrettable de voir certaines tendances et attitudes alimenter l'intolérance et le fanatisme, aggravant ainsi les tensions et les affrontements, car de telles tendances sapent le processus de prise de conscience fondé sur la compréhension entre les peuples. Nous ne pouvons

donc que reconnaître qu'il nous faut passer de la phase du débat à celle de l'action concrète. Dans ce contexte, l'État du Qatar souscrit pleinement aux recommandations formulées lors de la Conférence de Madrid, en particulier celles qui portent sur la nécessité pressante d'établir des règles universellement applicables au dialogue entre les personnes de différentes religions et cultures afin de consacrer les valeurs humaines et les principes moraux qui constituent le dénominateur commun entre toutes ces personnes, et sur la rédaction d'un document mondial qui aiderait à diffuser et à promouvoir une culture de respect des religions, des symboles religieux et des lieux de culte. Une telle approche, orientée sur les résultats, est le meilleur moyen d'assurer la préservation du patrimoine humain et la promotion et la protection des valeurs humaines communes face aux menaces de l'isolationnisme et de l'intolérance.

Pour lancer cette phase d'action, des efforts devraient être engagés non seulement par les gouvernements, mais aussi par tous les acteurs de la société ayant une influence intellectuelle, dans les domaines religieux, social, économique, universitaire et artistique – et même au niveau de la famille, qui est le fondement de la société.

Le noble objectif de tous ces efforts est de préserver la dignité humaine, de promouvoir le développement commun de la société humaine et de construire un monde harmonieux et pacifique pour les générations futures.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

*Le cheikh Hamad bin Jassim bin Jabr Al-Thani, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar, est escorté de la tribune.*

#### **Allocution de M. Abbas El Fassi, Premier Ministre du Royaume du Maroc**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume du Maroc.

*M. Abbas El Fassi, Premier Ministre du Royaume du Maroc, est escorté à la tribune.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Abbas El

Fassi, Premier Ministre du Royaume du Maroc, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. El Fassi** (Maroc) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde reconnaissance et ma joie de participer à cette séance de haut niveau de la plus grande importance. Le Royaume du Maroc salue cette noble initiative qui nous donne une nouvelle occasion de renforcer encore les bases de la communication entre les représentants de toutes les religions. Cette réunion encourage également le dialogue interconfessionnel et renforce la coopération internationale en vue de garantir la sécurité spirituelle et la coexistence pacifique dans nos sociétés. Je tiens également à exprimer notre profonde et sincère gratitude au Royaume frère d'Arabie saoudite et à son souverain, le Serviteur des deux saintes mosquées, le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, qui n'a ménagé aucun effort pour promouvoir et institutionnaliser un dialogue constructif et continu entre les religions.

Sa Majesté a joué un rôle clef dans l'organisation de plusieurs réunions internationales pour promouvoir et consolider ce dialogue et l'intégrer dans un système commun de valeurs humaines aussi bien au niveau des religions qu'au niveau des civilisations. Ces réunions font parties intégrantes d'autres efforts internationaux, notamment plusieurs réunions qui ont eu lieu à Madrid en juillet dernier sous les auspices de S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud et de S. M. Don Juan Carlos I<sup>er</sup> d'Espagne, avec la participation de dirigeants spirituels des trois religions monothéistes et de représentants d'autres croyances religieuses et philosophiques. Nous sommes convaincus que la réunion d'aujourd'hui marquera une nouvelle étape pour ce qui est de renforcer les capacités des États Membres de relever les défis futurs et mobiliser un soutien plus large en faveur du système commun des valeurs humaines.

Le Royaume du Maroc met fortement l'accent sur le dialogue interconfessionnel et lui accorde une grande importance en tant que question suscitant un intérêt croissant à l'heure de la mondialisation et dans un monde soumis à un ordre technologique transnational et transcontinental. L'intérêt du Maroc pour le dialogue interconfessionnel découle de sa prise de conscience des risques posés par l'extrémisme ethnique et idéologique et de ses conséquences, à savoir la violence et le déni de droits d'autres personnes venant de différentes couches de la société et qui sont souvent victimes de ceux qui répandent de

fausses idées religieuses dans des desseins malveillants.

En nous fondant sur notre conviction et grâce aux diverses initiatives prises par S. M. le Roi Mohammed VI, le Maroc a été et continue d'être un acteur clef pour le renforcement des valeurs du dialogue interconfessionnel et interculturel aux niveaux régional et international. Les initiatives du Royaume visent à consolider une culture de tolérance, d'ouverture et de dialogue.

À cet égard, il convient de noter qu'après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, Sa Majesté a appelé à un dialogue stratégique, permanent et structurel entre les États, fondé sur le respect des droits de l'homme, notamment le droit à la liberté, à la dignité et à la paix sans distinction ou discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, la religion ou la culture.

Le Roi Mohammed VI a également lancé un appel visant à apaiser les foyers de tension et à lutter contre l'extrémisme, phénomènes qui compromettent la stabilité et la paix mondiales. Dans cette optique, Sa Majesté n'a ménagé aucun effort pour rapprocher avec diligence et de manière responsable les parties au conflit israélo-palestinien au Moyen-Orient et pour faire avancer le processus de paix afin d'assurer une paix globale, juste et durable qui soit conforme aux normes juridiques internationales et qui sauvegarde les droits civils et politiques inaliénables du peuple palestinien en lui permettant de vivre dans la dignité dans un État indépendant et souverain, côte à côte avec Israël, dans la paix et la sécurité et avec Al Qods pour capitale.

En tant que Président du Comité d'Al Qods, Sa Majesté a toujours insisté sur la nécessité de respecter le statut spécial d'Al Qods et de préserver son identité religieuse et culturelle et ses monuments historiques pour que la ville puisse rester le symbole vivant du dialogue et de la coexistence entre les religions et les croyances qu'elle a été tout au long de l'histoire.

Le soutien du Royaume du Maroc à l'initiative du Royaume frère de l'Arabie saoudite s'inscrit dans le cadre de la recherche d'instruments appropriés pour traduire par des actes les principes et les objectifs de la communauté internationale et par des mesures pratiques permettant d'activer le dialogue interconfessionnel et de promouvoir une culture de paix et de coopération.

Dans ce contexte, il importe de rappeler certains objectifs qui peuvent être résumés comme suit : définir le dialogue interconfessionnel sur le plan théorique et conceptuel et l'appuyer en créant un mécanisme de suivi pour aider les États Membres à créer des structures qui permettent d'engager un véritable dialogue sérieux et responsable entre les religions; et encourager les universitaires à promouvoir la culture du dialogue.

À cet égard, nous proposons la création d'un réseau d'établissements d'enseignement et d'universités qui serait un forum d'interaction pour la jeunesse du monde, les intellectuels et les ecclésiastiques. Ce réseau comprendrait des modules sur le dialogue interreligieux dans les programmes scolaires et renforcerait également le rôle primordial des médias dans la propagation d'une culture de tolérance et la promotion des valeurs d'ouverture, de compréhension et de réconciliation entre liberté d'expression et respect pour les croyances religieuses et spirituelles sacrées.

C'est aux États, individuellement ou collectivement qu'incombe la réalisation de ces objectifs, laquelle dépend de leur volonté de faire les efforts nécessaires pour les atteindre. Nous y parviendrons en élaborant un plan d'action structuré qui mette l'accent sur différentes activités et soit appuyé par les États qui lui donneront le contexte opérationnel qu'il mérite.

Le Royaume du Maroc est gravement préoccupé par la montée du phénomène de l'irrévérence vis-à-vis des croyances religieuses et spirituelles sacrées, comme l'islamophobie avec ses conséquences négatives de grande ampleur dans de nombreuses régions du monde.

Dans ce contexte, le Royaume du Maroc réaffirme que les États Membres doivent engager un dialogue sérieux et responsable entre les religions pour promouvoir la culture du dialogue et combattre, par les idées, les deux paradigmes dominants que sont le prétendu choc des civilisations et la fin de l'histoire, qui continuent de déterminer l'orientation et l'approche des relations internationales.

De cette tribune, le Royaume du Maroc exprime son plein appui aux efforts visant à lutter contre les tentatives de discréditer les valeurs religieuses et sacrées par à une approche mondiale prenant en compte les spécificités de toutes les religions et de toutes les croyances et accordant la priorité aux

politiques nationales et régionales liées au développement global. Il exprime également son appui à des solutions consensuelles qui peuvent être trouvées grâce à un dialogue interconfessionnel et à une culture de paix.

Le Royaume du Maroc saisit cette occasion pour exprimer son appui à l'initiative de dialogue entre les religions et une culture de paix et attend avec intérêt l'adoption du projet de document final (A/63/L.24/Rev.1) qui, nous l'espérons, apportera le soutien matériel et moral nécessaire pour atteindre les nobles buts auxquels nous œuvrons et auxquels nous aspirons tous.

Que Dieu Tout-Puissant nous maintienne dans la bonne voie et nous accorde sa bénédiction. Il est celui qui accorde toutes les bénédictions et la paix. Que Dieu vous bénisse tous.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre du Royaume du Maroc pour la déclaration qu'il vient de faire.

*M. Abbas El Fassi, Premier Ministre du Royaume du Maroc, est escorté de la tribune.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de Son Éminence le cardinal Jean-Louis Tauran, Président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux de l'État observateur du Saint-Siège.

**Le cardinal Tauran** (Saint-Siège) : Je m'associe volontiers à ceux qui m'ont précédé à cette tribune pour exprimer, au nom de ma délégation, la plus vive gratitude pour la qualité de l'accueil qui nous est réservé.

J'ai le privilège de transmettre à l'Assemblée les encouragements cordiaux du pape Benoît XVI, pour qui la culture de la paix est une nécessité, comme en témoigne son magistère. Il a eu l'occasion de le dire également, ici même, et d'exprimer l'estime en laquelle il tient les activités de l'Organisation des Nations Unies.

Comment ne pas rappeler aujourd'hui, en effet, en raison même de l'occasion qui nous rassemble – la culture de la paix – que l'Organisation des Nations Unies, de par sa nature et de par sa mission, devrait être une école de la paix. Ici, en effet, on devrait apprendre à toujours penser et à agir en tenant compte des aspirations et des intérêts légitimes de tous. Ici,

tous les pays Membres sont égaux en dignité, et les échanges quotidiens comme les grandes décisions peuvent sans aucun doute faire grandir le sentiment d'appartenir à une même famille. En s'efforçant de surmonter la simple logique des rapports de force pour laisser place à la force du droit et à la sagesse des peuples, les Membres deviennent des artisans de paix.

Dans cette tâche si exigeante, les membres le savent, les croyants et leurs communautés ont leur place et un rôle à tenir. On nous l'a répété ce matin, les religions, en dépit des faiblesses et des contradictions de leurs adeptes, sont messagères de réconciliation et de paix.

Dans leurs familles, dans leurs écoles comme dans leurs lieux de culte, les croyants qui prient, qui pratiquent la solidarité et qui encouragent toutes les initiatives contribuant à la sauvegarde de la personne et de la terre, enseignent aussi le langage et les gestes de paix. Ils s'efforcent d'écouter, de comprendre, de respecter l'autre, de lui faire confiance avant de le juger. Autant d'attitudes qui éduquent et ouvrent un espace à la paix.

Nous, croyants, désirons offrir à tous ce patrimoine de valeurs et d'attitudes, parce que nous sommes convaincus, comme l'a dit le pape Benoît XVI, que la paix est mise en question par l'indifférence pour ce qui constitue la nature de l'homme.

Chaque semaine, des millions de croyants se réunissent dans leurs synagogues, leurs églises, leurs mosquées et autres lieux de culte pour prier. Ils y font l'expérience de la fraternité. Ils y réalisent l'unité dans la diversité. Ils rappellent à tous que l'homme ne vit pas seulement de pain. C'est ce savoir-faire que nous, croyants, désirons mettre à la disposition de tous. En invitant à l'intériorité, à l'harmonie entre soi-même, les autres et la création, les religions donnent sens à l'aventure humaine.

Pour cela, il faut en tout premier lieu, bien sûr, que les croyants soient cohérents et crédibles. Ils ne peuvent utiliser la religion pour brimer la liberté de conscience, pour justifier la violence, pour répandre la

haine et le fanatisme ou pour saper l'autonomie du politique et du religieux.

D'autre part, participant au dialogue public dans les sociétés dont ils sont membres, les croyants se sentent appelés à coopérer à la promotion du bien commun qui repose sur un socle de valeurs communes à tous, croyants ou non : sacralité de la vie, dignité de la personne humaine, respect de la liberté de conscience et de religion, attachement à la liberté responsable, accueil des opinions dans leur diversité, juste usage de la raison, appréciation de la vie démocratique, attention aux ressources naturelles, pour n'en citer que quelques-unes.

En juillet dernier, lors de la Conférence de Madrid, les participants, appartenant à diverses religions, ont affirmé, dans la Déclaration finale, que :

« Le dialogue est une réalité essentielle de la vie. C'est un moyen important pour faire que les peuples parviennent à se rencontrer, pour renforcer leur coopération (...) pour rechercher la vérité, contribuant ainsi au bonheur de l'humanité. » (A/63/311, annexe, par. 9)

C'est ce dialogue que nous pratiquons ici, ces jours-ci.

En terminant, je voudrais parler maintenant au nom de l'Église catholique, pour assurer la communauté internationale de la volonté de ses pasteurs comme de ses fidèles de continuer à offrir à tous leurs frères et sœurs en humanité un esprit, celui de la fraternité, une force, celle de la prière, une espérance, celle qu'offre le Christ qui « a détruit le mur de la haine qui séparait les frères ennemis » (*La Sainte Bible, Éphésiens 2:14*). Telles sont les valeurs qui inspirent notre action sur le terrain, particulièrement là où l'homme souffre et espère.

Puissions-nous, tous ensemble, sans renoncer à nos spécificités culturelles et religieuses, tracer la voie à un monde plus sûr et plus solidaire. Allons au-delà de la simple tolérance et des compromis incertains. Faisons de la fraternité plus qu'un idéal, une réalité.

*La séance est levée à 13 heures.*